

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf**NUMERO SPECIAL**Matahiti 165
N° 9 - Numera Taae**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 18
no Fepuare 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 145 CM du 17 février 2016 portant nomination de Mme Lisa Juventin-Lissant en qualité de chef du service de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française	440
Arrêté n° 146 CM du 17 février 2016 portant nomination de Mlle Herenui Thunot en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.	440
Arrêté n° 147 CM du 17 février 2016 portant nomination de M. Jérôme Lecerf en qualité de chef du service du développement rural par intérim	441

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Vice-présidence

Arrêté n° 1184 VP du 16 février 2016 portant délégation de signature à Mme Marie-Laure Denis, directrice du budget et des finances.	441
--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 145 CM du 17 février 2016 portant nomination de Mme Lisa Juventin-Lissant en qualité de chef du service de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française.

NOR : DDC1600126AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 621 CM du 30 juin 1997 modifié portant organisation et attributions de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mme Lisa Juventin-Lissant est nommée en qualité de chef du service de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française à compter du 18 février 2016.

Art. 2. — L'arrêté n° 140 CM du 11 février 2016 portant nomination de M. Alain Tching Fouk Aon en qualité de chef du service par intérim de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française est abrogé pour compter du 17 février 2016 au soir.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 février 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 146 CM du 17 février 2016 portant nomination de Mlle Herenui Thunot en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

NOR : ISL1600117AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 9 janvier 2002 portant nomination de M. Yannick Ebb en qualité de tavana hau par intérim de la Circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de congé de M. Yannick Ebb en date du 14 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Herenui Thunot est nommée en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent durant les congés de M. Yannick Ebb du 22 février au 7 mars 2016.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 février 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 147 CM du 17 février 2016 portant nomination de M. Jérôme Lecerf en qualité de chef du service du développement rural par intérim.

NOR : SDR1600098AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 modifié portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 553 CM du 6 mai 2015 portant nomination de Mme Mélanie Fourmanoir en qualité de chef du service du développement rural ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Jérôme Lecerf est nommé en qualité de chef du service du développement rural par intérim pendant l'absence de Mme Mélanie Fourmanoir en mission en métropole du 24 février au 11 mars 2016 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 février 2016.
Edouard FRITCH.

**ARRETES DU PRESIDENT
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 1184 VP du 16 février 2016 portant délégation de signature à Mme Marie-Laure Denis, directrice du budget et des finances.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013 portant création et organisation de la direction du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 126 CM du 10 février 2016 portant nomination de Mme Marie-Laure Denis en qualité de directrice du budget et des finances ;

Vu la note de service n° 1049 VP/DBF du 15 février 2016 portant désignation des agents d'encadrement de la direction du budget et des finances ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Laure Denis, directrice du budget et des finances, à l'effet de signer, au nom du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3 et 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Mme Marie-Laure Denis est en outre habilitée à signer, au nom du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 4° Les ordres de déplacement à l'intérieur du pays, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité ;
- 5° La prise en charge des frais de transport et des bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° L'engagement, la liquidation des dépenses du service, y compris les contrats et conventions ;
- 7° La liquidation des recettes du service.

Art. 3.— Mme Marie-Laure Denis est en particulier habilitée à signer les actes et correspondances relatifs aux matières suivantes :

- 1° Préparation du budget général et des comptes spéciaux de la Polynésie française ;
- 2° Suivi et gestion des partenariats financiers de la Polynésie française avec les collectivités publiques et l'Etat ;
- 3° Organisation, coordination, suivi de l'exécution et de l'évaluation des travaux intéressant les plans de développement économique et social ;
- 4° Contrôle de l'exécution du budget général et des comptes spéciaux de la Polynésie française ;
- 5° Engagement et liquidation des dépenses imputées sur les crédits budgétaires qui lui sont notifiés ;
- 6° Liquidation des droits des personnels ;
- 7° Délivrance des autorisations d'engagement ;
- 8° Délégation des crédits de paiement ;
- 9° Accord de cotations instantanées dans le cadre de tous les produits d'emprunts ;

- 10° Engagement *a posteriori* et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement impayées relevant d'anciens ministères ;
- 11° Liquidation des recettes ;
- 12° Mise en œuvre de l'article 12 de l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- 13° Subdivision et modification au-delà du quatrième chiffre des comptes des classes 1 à 8 de la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française ;
- 14° Engagement et liquidation des intérêts moratoires prévus à l'article 51 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis, et dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Mme Hina Tuheiava, contrôleur des dépenses engagées, pour signer les actes et correspondances prévus aux articles 1er et 2 au titre de la gestion de la section dénommée "contrôle des dépenses engagées" et des personnels y affectés.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hina Tuheiava, la même délégation est consentie à Mme Noélyne Teiti, son adjointe.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis, et dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Jérôme Yansaud, directeur adjoint, pour signer les actes et correspondances prévus aux articles 1er à 3, à l'exception des actes et correspondances relatifs à la gestion de la section dénommée "contrôle des dépenses engagées" et des personnels y affectés.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis et de M. Jérôme Yansaud, M. Christophe Moreau, chef de la section "investissement", reçoit délégation, dans la limite de ses attributions, pour signer les actes et correspondances prévus :

- à l'article 2.1 pour la gestion des formations et des congés de toute nature à l'exclusion des congés administratifs des agents de sa section ;
- aux articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 3.10, 3.11, 3.12 et 3.14 ci-dessus relatifs aux recettes et aux dépenses d'investissements de la Polynésie française.

M. Christophe Moreau reçoit également délégation pour signer les actes relatifs à la gestion de la dette de la Polynésie française ainsi que les actes relatifs à la gestion de la dette de la Polynésie française ainsi que ceux relatifs aux avances et prêts octroyés par elle.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Moreau, la même délégation est consentie à M. Yannick Gooding, son adjoint.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis et de M. Jérôme Yansaud, Mme Romina Ma, chef de la section "fonctionnement", reçoit

délégation, dans la limite de ses attributions, pour signer les actes et correspondances prévus :

- à l'article 2.1 pour la gestion des formations et des congés de toute nature à l'exclusion des congés administratifs des agents de sa section ;
- aux articles 3.1, 3.4, 3.5, 3.8, 3.10, 3.11 et 3.12 ci-dessus relatifs aux recettes et aux dépenses de fonctionnement de la Polynésie française et à l'article 3.13 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Romina Ma, la même délégation est consentie à Mme Sandrine Machoux, son adjointe.

Art. 8.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis et de M. Jérôme Yansaud, Mme Maite Quesnot, chef de la section "rémunération", reçoit délégation, dans la limite de ses attributions, pour signer les actes et correspondances prévus :

- à l'article 2.1 pour la gestion des formations et des congés de toute nature à l'exclusion des congés administratifs des agents de sa section ;
- aux articles 3.1, 3.4, 3.5 et 3.6 ci-dessus relatifs aux dépenses de personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Maite Quesnot, la même délégation est consentie à Mme Vanina Tunutu, son adjointe.

Art. 9.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis et de M. Jérôme Yansaud, M. Hervé Varet, chef du département "expertise budgétaire et financier", reçoit délégation, dans la limite de ses attributions, pour signer les actes et correspondances prévus :

- à l'article 2.1 pour la gestion des formations et des congés de toute nature à l'exclusion des congés administratifs des agents de son département ;
- aux articles 3.3 et 3.9 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé Varet, la même délégation est consentie à Mme Linda Mou, son adjointe.

Art. 10.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis et de M. Jérôme Yansaud, Mme Vaiura Ioane, chef du bureau administratif et financier, reçoit délégation pour signer :

- les congés de toute nature à l'exclusion des congés administratifs pour les agents de son bureau ;
- les actes et correspondances prévus à l'article 2 relatifs à la gestion interne du service (secrétariat, gestion des moyens de logistiques, comptabilité du service et gestion des ressources humaines), à l'exclusion de son point 3°.

Art. 11.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 2016.
Nuihau LAUREY.